Algérie : première victoire de la dignité retrouvée

dimanche 17 mars 2019, par DJERMOUNE Nadir (Date de rédaction antérieure : 16 mars 2019).

C'est indéniable, il y a victoire dans ce recul politique fait par Bouteflika au mouvement de contestation populaire. Victoire d'abord de la dignité. *« Yes ! we can »*, disaient les noirs américains après l'élection historique d'un président issue de la communauté noire, même si la victoire n'avait que valeur de symbole, sans plus. Cette victoire du peuple algérien a donc, avant tous, la même valeur symbolique.

Sommaire

- La pression des ultralibéraux
- Assemblée constituante et

C'est une victoire qui permet aux Algériens et Algériennes de sortir d'un temps où régnaient la peur et le défaitisme vers un temps qu'ils savent désormais pouvoir maitriser et vers une nouvelle histoire qu'ils savent capable d'écrire.

Politiquement, c'est la victoire d'une bataille. Elle se situe au niveau des consciences, mais elle a sa valeur politique.

Le régime, en crise latente depuis un certain temps et, sentant sa fin proche, projetait de se construire une nouvelle légitimité en faisant réélire Bouteflika, pensant que le pouvoir bonapartiste qu'il exerçait sur le pays était encore valide. Le but étant de diriger la réforme de leur propre pouvoir, réforme exigée par la poussée économique néolibérale et par différentes oppositions qui ont émergé dans la société.

Mais, aveuglé par un règne de vingt ans, sans partage et sans alternance même formelle, ce pouvoir a sous-estimé le ras-le-bol des Algériens et Algériennes. Erreur d'appréciation.

Devant la première déferlante populaire dans la rue, il fait une première concession en proposant une prolongation d'une année du pouvoir de Bouteflika, mais après une élection qui le légitimerait ; une sorte de plébiscite. Après une deuxième déferlante populaire encore plus grande, il fait une deuxième concession en annulant carrément les élections présidentielles tout en maintenant la direction des réformes programmées. Il se donne arbitrairement une prolongation d'une année pour gérer une transition et une recomposition du sérail bureaucratique au pouvoir sans heurt.

Mais la protestation n'est pas encore satisfaite. Elle demande le départ de Bouteflika et son régime.

La pression des ultralibéraux

Dans la forme, il est clair que le régime, en maintenant son président, et malgré l'annulation des élections, garde la main sur ce « processus de transition ». Mais, avec l'annulation des élections, il

perd toute légitimité qu'il comptait reconquérir le 19 avril. Il se met en porte à faux avec sa propre légalité. C'est un mini « coup d'Etat » à façade civile, une sorte d'état d'exception.

Cette « hypothèse » d'une transition « de velours » pour éviter une transition radicale et révolutionnaire est en réalité souhaitée, voire réclamée par certains milieux médiatiques néolibéraux, avec la caution des puissances impérialistes et régionales. Le discours radical de ce milieu, dans la forme, exprimant les intérêts de la nouvelle « oligarchie », surfe sur la radicalité et l'ampleur de la protestation et les reculs du pouvoir pour prétendre à une place de choix dans la direction de ce processus de « réforme ». Sous la pression de « la rue » une partie réclame la démission de Bouteflika, le cache-sexe de la seule force organisée du pays qui est l'armée, pour mettre cette dernière devant « ses responsabilités », disent-ils. Car l'objectif est de légitimer une « structure transitoire » qui ne serait pas celle mise en place par le président et qui serait acceptée par la population en mouvement avant que celle-ci atteigne un niveau d'organisation capable de prétendre diriger elle-même ce processus.

Il ne faut donc pas regarder la composante de ce gouvernement. Autrement dit, il ne faut miser ni sur Bedoui qui « serait neutre » sur le plan partisan, mais néanmoins ex-ministre de l'Intérieur (donc représentant le corps de la police !!!???), ni sur aucun gouvernement de transition sous Bouteflika, ni sur cette opposition qui s'autoproclame, qui se donne des élans de « comité de sages » ou de « société civile ».

Il s'agit de construire un projet en partant de l'élan spontané. Les changements se construisent en alternant dialectiquement les consciences spontanées et les consciences critiques. Cependant, l'élan spontané des masses populaires n'a pas encore produit son projet ni une direction ou (des directions) politique. Ce n'est toutefois que la mi-temps d'un match, avec un score en faveur du mouvement populaire, un match qui aura forcement des prolongations, des temps perdus et des temps additionnels.

Assemblée constituante et auto-organisation du mouvement

Le débat sur l'assemblée constituante ou la simple réforme de la Constitution est maintenant clairement posé avec, en filigrane, le contenu social et économique de ce changement tant voulu. Autrement dit, une transition vers quoi ? Mais la clé de voute de cette équation reste la direction de ce processus. La solution de Bouteflika est déjà rejetée dans sa forme et son contenu par le mouvement, rejet qui s'est massivement affirmé ce vendredi 15 mars. Elle est rejetée dans sa forme par les représentants de cette « oligarchie » montante.

Restent à construire les représentants légitimes de ce mouvement, autrement dit l'auto-organisation. C'est ici où se situe l'impasse pour l'instant : ceux d'en haut ont perdu toute légitimité. Les partis politiques, syndicats et associations classiques ont perdu toute représentativité. Le mouvement n'a pas encore produit les nouvelles structures. Dans ce contexte, l'idée des comités populaires des « secteurs professionnels » fait son chemin.

Nous ne sommes plus dans les représentations partisanes et idéologiques de l'après-octobre 1988 (islamistes, laïques, démocrates, nationalistes, socialistes….). Nous ne sommes pas dans une représentation ethnico-régionale (arabophone, Berbères, Kabyles, Chaouis, ceux de l'est, du sud ou de l'ouest..). Un vent nationaliste surfe sur le mouvement. Nous ne sommes pas encore dans une représentation sociale et encore moins de classes sociales, ou encore de quartiers et villages.

Il s'agit dans ce contexte d'apprécier concrètement la situation. L'émergence de comités populaires n'a pas une portée révolutionnaire dans l'absolue. Si les soviets dans la Russie de 1917 étaient

composés d'ouvriers d'usines et de classes pauvres portées politiquement et idéologiquement par les bolchéviques, les mêmes types de structures de l'Iran de 1979, appelées *« choura »*, furent portés par les Mollahs derrière Khomeiny. En 2001, la révolte algérienne qui a touché essentiellement les territoires de la Kabylie a aussi produit ces comités populaires, initialement portés politiquement par la gauche et les éléments progressistes de la société, mais vite phagocyté et repris par ce qu'on a appelé à l'époque « les *Aârouchs* », traditionnels dans la forme et conservateurs dans le contenu.

Il ne s'agit donc pas d'idéaliser ou de sacraliser l'auto-organisation. Aujourd'hui en Algérie, comme le souligne l'historien et ancien combattant pour l'indépendance de l'Algérie, M. Harbi, il y a « La main tendue des oligarques aux travailleurs (qui) est un marché de dupes et ne fait que perpétuer leur subordination à l'agenda néolibéral » [1]. Car, ces hommes d'affaires, continue le même auteur, « ont besoin des masses populaires pour faire pression sur le pouvoir afin de défendre leurs privilèges ». C'est un marché de dupes, certes ! Mais il peut prendre dans un mouvement qui veut rapidement finir avec ce pouvoir dans un moment où l'action des travailleurs ou syndicale reste faible.

Il reste le mot d'ordre d'assemblée constituante. Celle-ci ne constitue pas non plus la solution absolue. Après octobre 1988, la mise en place d'une assemblée constituante aurait donné une majorité absolue islamiste fascisante vue la dynamique prise par l'islamisme en ce moment-là dans la société. Aujourd'hui, l'assemblée constituante, comme revendication, permet de laisser la brèche ouverte et se préparer à porter le débat dans la société.

Des voix s'élèvent pour souligner l'absence d'un parti d'avant-garde. Oui ! Mais le temps presse. Et l'histoire n'est pas toujours à la merci des orientations critiques des avant-gardes. Elle a son côté spontané et contingent. C'est ici où réside la dialectique entre la conscience spontanée et la conscience critique.

Nadir Djermoune, le 16-03-2019

P.-S.

• Nadir Djermoune est universitaire, architecte / urbaniste à l'Institut d'architecture de Blida.

Notes

[1] Voir sur ESSF (article 48056), L'Algérie est au bord de l'éclosion.